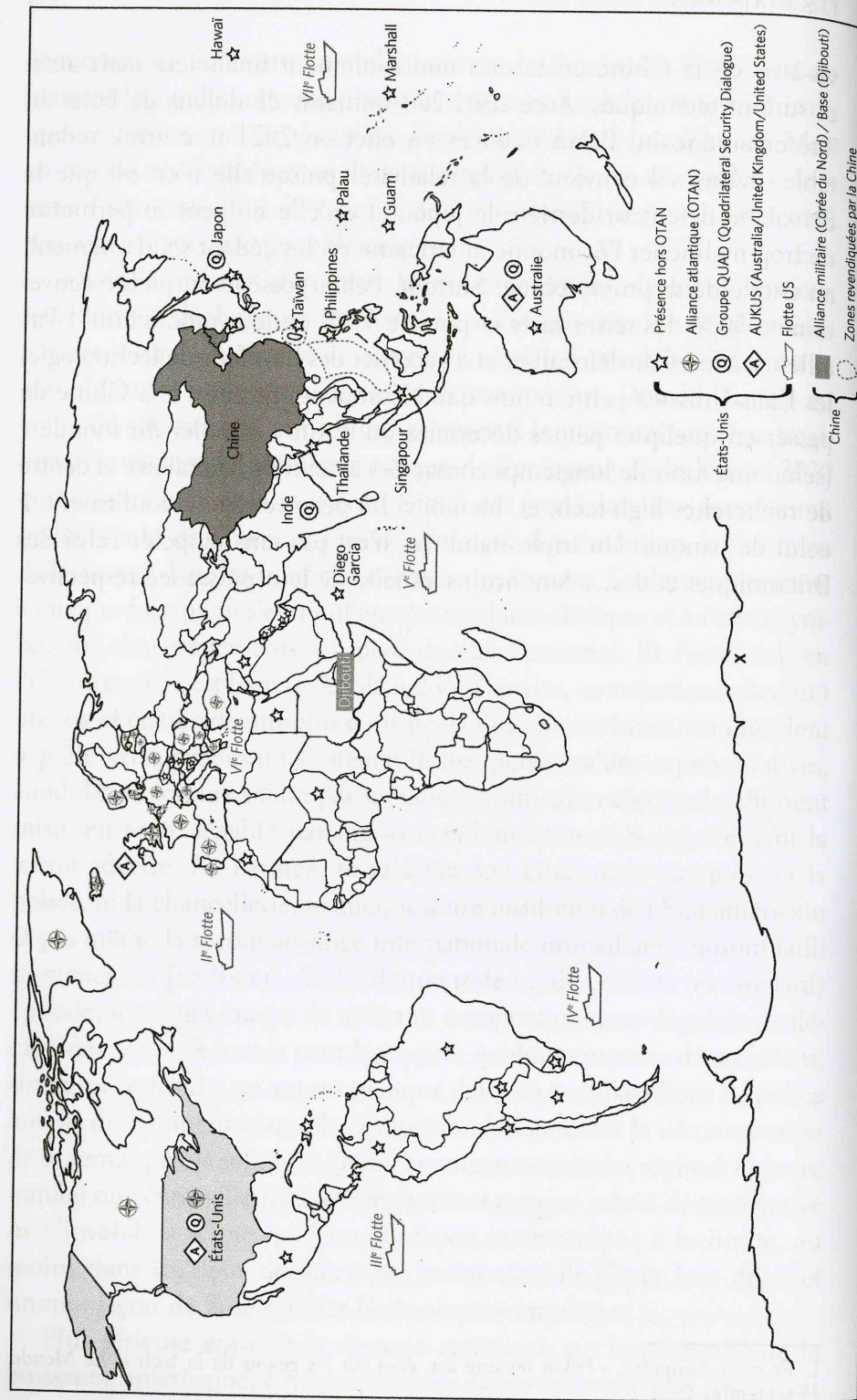


Carte 2. Possessions-souveraines



CHAPITRE 2

La Russie : une grande puissance pauvre, ou comment redevenir différemment

Autant nombre d'observateurs se trompent sur la puissance des États-Unis à force de militantisme pro- ou antiaméricain, autant les commentaires géopolitiques consacrés à celle de la Russie pèchent par optimisme ou pessimisme selon le point de vue trop souvent militant adopté. La fameuse âme russe, la relation épistolaire de Catherine II avec Voltaire, l'immensité de la taïga et de la toundra... tout y passe en matière de poncifs et de « vérités » structuralistes censés expliquer la géopolitique de la Russie contemporaine ! À l'instar de la relation à l'Amérique – mais pas à la Chine, bien trop longtemps éloignée de nos considérations –, celle à la Russie est souvent empreinte de romantisme et d'émotion, ajoutée parfois à des madeleines de Proust chez d'anciens militants communistes. Demeurés fidèles, ceux-là conservent une certaine mansuétude. Devenus opposants, ils adoptent une sévérité particulière. Et tous se fourvoient. En réalité, que cela plaise ou pas, la Russie n'est plus (et ne redeviendra sans doute jamais) la première, ni la seconde, puissance mondiale, et, en même temps, ce qui ne l'empêchera pas de rester incontournable dans un nombre considérable de dossiers géopolitiques, sectoriels ou territoriaux, à travers la planète.

Les faiblesses d'une grande puissance pauvre (et rentière)

Comme la France et le Royaume-Uni, bien que de façon différente, la Russie incarne une grande puissance pauvre. Et même très pauvre si l'on retient que, d'une part, son PIB équivaut en 2022 à celui de l'Italie (donc le huitième au monde, soit les deux tiers seulement du français, quatorze fois moindre que celui des États-Unis), et que, d'autre part, son économie s'appuie essentiellement, comme depuis un siècle, sur la production rentière de pétrole et de gaz ainsi que sur certains armements. Sa force de frappe financière et monétaire est marginale, les industries de pointe sont rares et la recherche et développement peu dotée. Parmi ses autres faiblesses objectives, on soulignera son désastre démographique : avec un taux de fécondité inférieur à 1,5 depuis plus d'un demi-siècle, non seulement la population russe vieillit constamment mais elle s'amointrit annuellement de plus d'un demi-million d'âmes ! Et, la population du pays connaît des écarts de densité extrêmes : Moscou, Saint-Petersbourg et la Russie blanche concentrent l'essentiel des villes, l'immense Sibérie orientale ne comptant que six millions des cent quarante-six millions, un chiffre en baisse permanente face à une population chinoise numériquement déjà au moins aussi importante, et dix fois supérieure de l'autre côté d'une frontière longtemps (et jamais plus ?) contestée par Pékin. D'autres États connaissent également de forts écarts de densité mais rarement à proximité d'un géant insatisfait...

Enfin, de graves ruptures de compétence dans le domaine militaire intervinrent à la chute de l'URSS, en particulier quant aux bâtiments de surface et autres insubmersibles, et l'absence d'alliés et de bases militaires – à l'exception de son « étranger proche » (Transnistrie, Arménie, Asie centrale) et de la Syrie maritime – lui interdit une vraie projection de puissance.

État révisionniste « victime » de l'Occident

Cependant, à l'instar de la Chine mais de façon sans doute plus incisive encore au regard du caractère récent des événements qui l'ont meurtrie, la Russie se représente comme victime des Occidentaux. Outre un sentiment victimaire très partagé sur des temps longs d'une volonté des puissances européennes catholiques et protestantes d'entraver ou de combattre la Russie orthodoxe – cette Troisième Rome spirituellement concurrente –, des chevaliers teutoniques à la guerre froide en passant par la campagne de Russie de Napoléon I^{er}, la guerre franco-britannique de Crimée et l'invasion nazie dans un amalgame victimaire, les Russes mettent volontiers la chute de l'Union soviétique sur le compte d'une manœuvre de grande envergure des Occidentaux et croient parfois déceler dans l'évangélisme l'instrument privilégié de leur conspiration. Si bien peu regrettent l'idéologie et l'administration de l'État soviétique, nombreux regrettent sa puissance diplomatique et militaire et le prestige qu'elle leur prodiguait. Un Vladimir Poutine, ancien officier du KGB en Allemagne de l'Est, s'inscrit parfaitement dans cette (re)construction historique, accusant régulièrement la France et le Royaume-Uni d'avoir laissé l'URSS seule face à l'Allemagne nazie dans les années 1930 en lui refusant un pacte militaire, et affirmant sans fard en 2015 que « la chute de l'URSS fut la plus grande catastrophe géopolitique du xx^e siècle¹ ». Pire : assez unanimement, les Russes considèrent que les Occidentaux, par le truchement de l'OTAN, ont agressivement cherché à absorber dans la terrible décennie transitoire sous Boris Eltsine (1990-1999) tous les anciens satellites européens de Moscou jusqu'aux anciennes républiques soviétiques (les trois pays baltes), cherchant à arracher de surcroît « l'étranger proche » : la Géorgie (2008), l'Ukraine (2014), voire la Biélorussie (2020) et d'autres républiques ex-soviétiques plus orientales comme le Kirghizistan (2010).

Qu'on ne s'y trompe pas ; même exagérée et parfois fantasmée (il n'y eut guère de complot mais un réel appel des peuples européens vers l'ouest), cette représentation d'un humiliant dépeçage qui se poursuit,

1. Vladimir Poutine, allocution au Kremlin, 26 avril 2015.

y compris sous couvert de relations économiques (la totalité des États est-européens ont rejoint non seulement l'UE mais l'OTAN), constitue un puissant carburant pour le nationalisme russe contemporain, et offre un indéfectible soutien au pouvoir en place au Kremlin, au moins en matière d'affaires étrangères. La Russie contemporaine est ainsi une puissance économiquement pauvre mais « riche » de son révisionnisme revanchard et on ne peut comprendre et prévoir ses coups de force qu'à cette aune. Il s'agit pour Moscou sinon de reconstituer l'empire soviétique ou de devenir ce que la Russie ne fut jamais, la première puissance mondiale – Poutine, réaliste froid et adepte de Clausewitz, n'est pas stupide – mais de stopper l'hémorragie et de reconquérir le plus de zones d'influence possible. Sans moyens financiers ni même diplomatiques considérables, comment procéder ? En premier lieu, il décide de stopper définitivement l'avance des Occidentaux dans ce qui demeurerait encore prorusse dans l'étranger proche ; ainsi réagit-il très fermement à chaque révolution « orange » de la décennie 2007-2014. Quand Mikhaïl Saakachvili parvint au pouvoir en Géorgie, succédant à l'ancien ministre soviétique des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, un nouveau président très pro-occidental qui souhaitait ouvertement intégrer l'OTAN, Moscou encouragea la sécession de deux provinces géorgiennes, l'Abkhazie et l'Abkhazie ainsi que l'Ossétie du Sud, y distribuant aux russophones russophiles qui le souhaitent des passeports valant protection, et ripostant puissamment à une maladroite mobilisation armée géorgienne. Au Kirghizistan, modeste ancienne république soviétique d'Asie centrale, une révolution de palais fit craindre une possible pénétration américaine – des groupes évangéliques étaient présents – et Moscou y mit bon ordre. Mais c'est surtout l'affaire ukrainienne qui tient lieu de leçon et de traduction de la politique défensive/offensive russe contemporaine. En 2014, succédant démocratiquement à son prédécesseur prorusse Viktor Ianoukovytch, l'opposant Petro Porochenko annonce son intention de quitter le giron russe, de demander l'intégration à l'UE et d'ouvrir des pourparlers avec l'OTAN. Le pouvoir et une grande partie de l'opinion russes voient là une perspective géopolitique effrayante. De fait, contrairement aux pauvres et picrocholins territoires du Kirghizistan, de Transnistrie, d'Ossétie ou d'Arménie, l'Ukraine s'inscrit au cœur des représentations et des préoccupations russes à deux titres : historiquement, elle incarna la toute première entité politique fondatrice de la

future Russie, la Rus', principauté de Kiev, en l'an 912 ; stratégiquement, forte de ses 44 millions de citoyens sur 500 000 km², grenier à blé, zone industrielle (Donbass) et ouverture maritime sur la mer Noire – avec, très précisément, la presqu'île de Crimée abritant depuis deux siècles la flotte russe/soviétique –, elle s'enfoncé profondément dans l'espace grand-russe, sa frontière septentrionale se situant à 900 km seulement de Moscou. Aussi, dès les annonces pro-occidentales de Petro Porochenko et l'adoption par le nouveau parlement de Kiev de la relégation du russe comme seconde langue derrière l'ukrainien, Moscou annexe officiellement la Crimée et dépêche officieusement dans le Donbass très majoritairement russophone des soldats afin de soutenir la sécession de deux républiques autoproclamées ; un front s'instaure sur lequel, depuis 2014, prévaut un conflit de basse intensité et néanmoins meurtrier.

Le cas ukrainien vaut avertissement pour la Biélorussie dont le despote, Alexandre Loukachenko, bien que détesté par Poutine, bénéficie de son soutien face aux protestations et sanctions occidentales dues à sa répression. Davantage encore que l'Ukraine, la Biélorussie est perçue par les Russes comme une construction artificielle des Occidentaux pour morceler l'espace panrusse et affaiblir leur pays. Dans un autre registre – bien moins identitaire mais hautement stratégique car à dimension énergétique –, Vladimir Poutine a toujours vigoureusement revendiqué une large zone économique exclusive (ZEE) dans l'océan glacial Arctique, arguant du plateau continental sibérien pour y fixer d'immenses drapeaux sous les glaces ! Ressources minières et minérales très prometteuses, route du Nord-Est sibérien pour les méthaniers à partir de Sibérie septentrionale vers les grands clients nippons, chinois, sud-asiatiques et indiens, présence exclusive dans l'Arctique de membres de l'OTAN (États-Unis, Canada, Danemark *via* le Groenland, et Norvège)... ; les fontes prématurées des glaces dans la zone constituent un enjeu essentiel pour Moscou.

De l'art de la stratégie indirecte

En définitive, dans son étranger proche, la Russie peut agir fortement sans risquer un conflit avec les Occidentaux parmi lesquels personne n'ira mourir pour Loubiansk. En revanche, sorti de cet espace seulement

déterminé en linéaments mais pensé structurellement comme un glaci, il faut au Kremlin poursuivre une stratégie indirecte, déployer d'autres attributs de puissance pour espérer peser. Le premier porte un nom : la Chine.

Économiquement face à l'UE et *a fortiori* à l'Occident tout entier lorsqu'il se présente uni (cf. les sanctions après l'annexion de la Crimée), militairement face à l'OTAN, diplomatiquement face à la troïka occidentale au Conseil de sécurité, la Russie ne fait pas le poids. Mais avec le soutien de Pékin, c'est une autre histoire. Depuis la « trahison » des Français et des Britanniques en Libye, en 2011, Moscou et Pékin font front commun sur quasiment tous les dossiers diplomatiques et stratégiques impliquant les Occidentaux¹. Pékin peut soutenir Moscou sur des résolutions au Conseil de sécurité, notamment dès qu'il s'agit de défendre la sacro-sainte souveraineté étatique, ouvrir des lignes de crédit en cas de sanctions financières américaines trop lourdes, coopérer en matière spatiale et balistique, voire à terme, cofinancer de nouvelles bases militaires en Afrique ou au Moyen-Orient. On aura du reste noté chez les hauts fonctionnaires et jusque dans la rhétorique poutinienne, depuis les années 2010, un corpus sémantique puisant aux références historiques, culturelles et géographiques eurasiatiques, après plus d'un siècle de primauté à la Russie blanche et européenne. Effet stylistique ? Peut-être, mais qui dit quelque chose d'une orientation géopolitique.

Toutefois, Vladimir Poutine sait ne pas pouvoir nouer d'alliance globale et fusionnelle avec Pékin pour deux raisons. D'abord il craint de tomber dans un rapport de dépendance financière et infrastructurale à « l'africaine », au regard du croisement de rapport de force entre les deux géants en faveur de la Chine et de la politique stratégique de cette dernière. Ensuite Moscou et Pékin entretiennent des intérêts divergents en Afghanistan et au sein des républiques ex-soviétiques voisines d'Asie centrale ; quand le Kremlin reproche aux Américains leur retrait « irresponsable » de Kaboul en juillet 2021, craignant une

1. En plein Printemps arabe, le 15 mars 2011, Paris et Londres avaient obtenu au Conseil de sécurité l'abstention de Moscou et Pékin sur une résolution permettant de soutenir les insurgés anti-Kadhafi, mais pas de renverser celui-ci. Or, quelques mois plus tard, appuyés par les aviations occidentales coalisées, ces premiers abattraient Kadhafi lui-même ainsi que son régime.

nouvelle pénétration des islamistes dans la vallée du Ferghana ouzbek, voire en Russie même (djihadistes tchéchènes et ingouches en 1999-2000, attentats meurtriers de Moscou et de Saint-Petersbourg, etc.), Pékin, sans cesse plus proche du Pakistan protaliban et contempteur des États-Unis partout où c'est possible, salue une « victoire du peuple afghan ». L'alliance chinoise devant forcément trouver ses limites, la Russie joue donc concomitamment d'autres cordes, à commencer par de nouveaux leviers inattendus sur les « arrières » des puissances jugées hostiles ou, du moins, insuffisamment conciliantes. Moscou cherche ainsi à installer de nouvelles bases dans des zones fort éloignées de ses frontières et jamais encore investies, jusqu'au Soudan (sur la mer Rouge) et en Centrafrique, dépêchant par ailleurs des mercenaires en Libye et en Syrie. Il s'agit de menacer d'une nuisance éventuelle des puissances déjà installées (ex. : la France à Bangui à la base militaire très stratégique au cœur de l'Afrique subsaharienne) et de monnayer l'arrêt de ces menées subversives dans le cadre de négociations pouvant porter sur des zones ou des dossiers bien plus précieux aux yeux de la Russie. Cette tactique des leviers lointains s'accompagne d'une appréhension très subtile – et en l'espèce parfaitement logique – de la faiblesse des adversaires. Être fort de la faiblesse des autres, voilà bien le b.a.-ba du rapport du faible au fort dans toute « partie » où ce premier escompte bien ne pas perdre. Illustration chimiquement pure : on ne rappellera jamais assez qu'au moment de la calamiteuse reculade de 2013 de Barack Obama face à Bachar el-Assad – ce premier avait averti l'année précédente le second qu'il frapperait militairement la Syrie s'il réutilisait du gaz neurotoxique contre des civils –, Moscou ne soutenait Damas que sur les plans diplomatique et logistique. Or, c'est seulement après le recul américain en rase campagne (moyennant un marché de dupes sur la neutralisation des stocks de gaz syrien par les Russes) qu'apparurent les chasseurs-bombardiers Sukhoï dans le ciel syrien, qui, en 2015, contribueraient à renverser la situation militaire et à sauver littéralement le régime alaouite aux abois face à de redoutables groupes rebelles. Dans un ordre d'idées similaire mais avec moins de succès (car davantage d'unité et de fermeté en face !), Poutine joue aussi des bisbilles intra-UE, notamment avec un Viktor Orban qui ne respecte à peu près aucune décision européenne sans menaces financières explicites ; entretient des relais politiques et populaires d'opinion en Israël

(bons rapports avec Benyamin Netanyahou de 2009 à 2021, proximité avec le puissant ministre Lieberman et son parti russophone, implication mémorielle à Jérusalem lors de la cérémonie du 75^e anniversaire de la libération d'Auschwitz en janvier 2020, etc.), État auquel sont pourtant officiellement très opposés ses amis syrien et iranien. Retourner la force primordiale de l'autre contre lui procède du judo, sport pratiqué à haut niveau par Poutine, tout comme le fait de saisir au bond les hésitations ou les incohérences de l'adversaire. On insérera dans cette logique le partenariat avec la Turquie dont on a peine à rappeler, au vu de la politique erratique d'Erdogan, qu'elle est encore membre de plein droit de l'OTAN. Ankara constitue à cet égard un intéressant levier en vue de chasser complètement les Occidentaux de Syrie, à condition toutefois de demeurer le plus fort des deux larrons du tandem ; ainsi dans la guerre du Karabakh de 2020 entre Erevan et Bakou, on a vu la Russie orchestrer seule et fermement l'espace (choisissant les zones reconquises par les Azerbaïdjanais et celles préservées par les Arméniens), le temps (Poutine décida du moment du cessez-le-feu), et les modalités sécuritaires postconflit ; seule une force d'interposition russe s'établit sur place alors même que la Turquie insistait lourdement pour y prendre part.

Enfin, dans la panoplie de la grande puissance pauvre, ne négligeons pas l'intimidation. Faire craindre et sentir la menace de la déstabilisation, qu'elle soit électorale, cyberlogistique ou médiatique, procède d'une tactique déjà fort ancienne privilégiée par les entités politiques ou économiques sur le déclin ou incapables d'aligner autant d'attributs de puissance conventionnels que leurs adversaires. Au fond, c'est un peu celle du voyou excellent au maniement du couteau suisse pour laquelle a opté la Russie du début du xxi^e siècle. On peut s'en émouvoir mais pas refuser d'en tenir compte. D'autant qu'au-delà de ces expédients, quatre solides atouts majeurs de puissance traditionnelle ne disparaîtront pas du jeu russe : sa position géographique à la fois européenne et asiatique lui permettant de peser fortement dans les deux espaces, et d'y actionner des relais ; ses ressources naturelles commercialisables presque inépuisables ; un niveau d'ingénierie toujours élevé en dépit de la fuite des cerveaux ; la possession du premier arsenal atomique du monde et d'une grande quantité de matériels avioniques, balistiques et spatiaux très performants ; enfin – *last but not least* – un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Quant aux capacités de déploiement russes, si elles demeurent

ridiculement faibles comparativement aux capacités américaines et même moindres que celles françaises, on n'entreprend toutefois rien de majeur en Syrie, dans le bassin Caucase/Caspienne, en Ukraine, en Arctique, dans le Pacifique Nord ni en Asie centrale sans l'*imprimatur* de Moscou. Tout cela n'est pas négligeable. Pour paraphraser Raymond Aron, nous dirions que la Russie, c'est l'effacement *impossible*, le retour à la superpuissance *improbable*. Un schéma en forme de défi pour l'Europe dont le destin demeurera indéfectiblement lié à son grand voisin oriental, et qu'on pourrait résumer par la question suivante : ne faut-il pas repenser profondément la relation avec celui-ci, en cohésion avec une redéfinition de la vocation originelle de l'OTAN ? On le verra en abordant l'Europe, cette dernière paraît pour l'heure trop divisée et insuffisamment autonome vis-à-vis de Washington pour y procéder.